

Et en Guyane ?

Le marquage CE sur les sciages de structure



Les sciages destinés à des emplois structuraux doivent porter le marquage CE depuis le 2 août 2007, et ont jusqu'au 31 août 2008 pour satisfaire à cette directive européenne sur les produits de la construction.

Le marquage CE signifie que le produit répond aux normes de performance le concernant pour l'usage prévu. Il permet ainsi la libre circulation des produits sur le marché unique européen.

Pour pouvoir apposer le marquage, les scieurs doivent mettre en place différentes actions sur le site de production :

- former les personnels en charge du classement visuel des bois sur lequel repose les caractéristiques mécaniques du bois. Les critères de classement visuel sont définis dans la norme NF 52.001. A la classe visuelle correspond une classe mécanique qui dépend de l'essence et qui a été déterminée par les essais en grandeur d'emploi réalisés par le CtbG en 2003-2004.

- mettre en place des autocontrôles de production en usine qui concernent le classement visuel systématique des bois de structure, le respect des dimensions de sciage par rapport aux cahiers des charges client, et le cas échéant le contrôle de l'opération de trempage pour les bois qui nécessitent un traitement de préservation. Ces contrôles doivent faire l'objet d'un enregistrement. La procédure de contrôle et les enregistrements font l'objet d'un audit et d'une validation une fois par an par un organisme notifié.

- fournir au client une déclaration de conformité ainsi qu'une fiche technique sur les sciages livrés reprenant toutes les caractéristiques qui concernent leur emploi en structure : résistance mécanique, durabilité, classement de réaction au feu.

En Guyane, la démarche est lancée : des sessions de formation sur le classement de structure ainsi que sur les procédures de contrôle à mettre en place ont été réalisées par le Cirad et se sont déroulées du 8 au 18 octobre. A la suite de ces formations, les scieurs auront 2 mois pour mettre en place le système de suivi de leur production sur site. Le CtbG fera alors un audit des sites pour voir l'état d'avancement et les difficultés éventuelles. L'objectif est de faire, au début de l'année 2008, une demande collective d'autorisation d'apposer le marquage CE au FCBA (Institut technologique Forêt Cellulose Bois Ameublement, ex CTBA, organisme notifié pour cela). Si tout ce passe bien, le FCBA devrait intervenir en Guyane au 1er semestre pour un marquage opérationnel dans les délais impartis.

Un document expliquant toute la démarche du marquage CE sur les produits à base de bois est disponible sur demande au CTBG.

Par la suite, d'autres produits à base de bois devront passer par le même processus. Il faudra rapidement mettre en place la procédure pour les bardages et lambris, dont l'arrêté d'application vient de sortir (voir notre rubrique « autres nouvelles »), et dont la période transitoire prend fin le 1er juin 2008), puis les lames de parquets (fin de la période d'écoulement des stocks 31 décembre 2009).

Sylvie Mouras

Sommaire :

Et en Guyane ? 1
Le marquage CE sur les
sciages de structure

Chantier bois en Guyane 3
Le collège de Papaïchton

Dossier : Intégrer les prin- 4
cipes d'une construction
durable en Guyane

Lu pour Vous 6
- L'arrêté sur la réduction
des émissions de CO₂
- Garantir une gestion durable
de l'arbre aux produits finis

Autres nouvelles 7
- Classement en réaction au
feu des panneaux à base de
bois
- Des nouvelles applications
du marquage CE
- Dernières publications de
normes

Le bois du mois 8
L'acacia franc